



## Émeutes : premiers éléments de diagnostic

### Récemment publiés

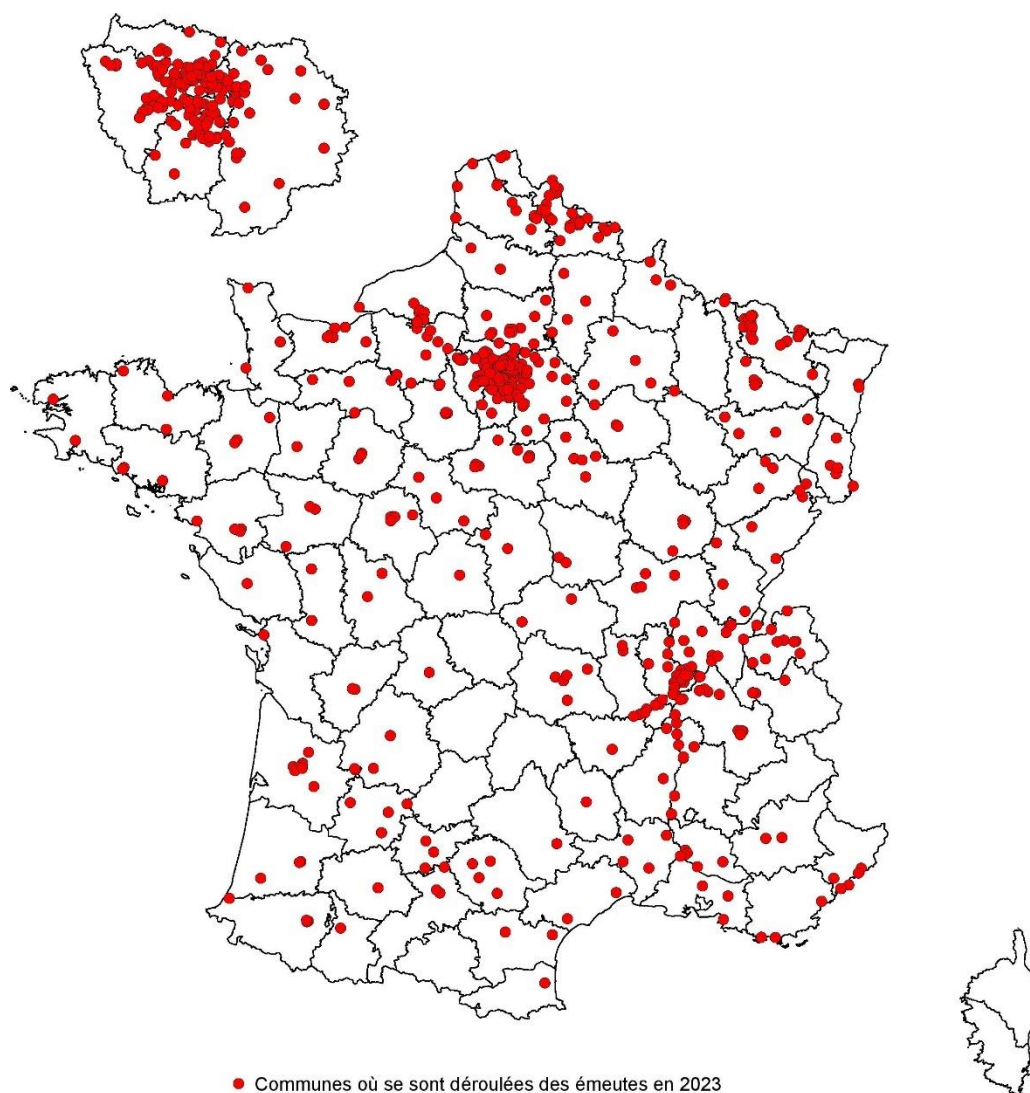
- N°235 : Où sont passées les premières et deuxième lignes ?
- N°234 : « Je t'aime, moi non plus : les ambivalences du nouveau rapport au travail »
- N°233 : « Le nouveau rôle central des managers et l'enjeu de la reconnaissance au travail »
- N°232 : « Plus rien ne sera jamais comme avant » dans sa vie au travail
- N°231 : Macron- Le Pen : deux France face à face
- N°230 : L'archipel électoral mélenchoniste
- N°228 : Radioscopie du zemmourisme à l'occasion du meeting d'Éric Zemmour au Trocadéro
- N°227 : Analyse et géographie des parrainages en faveur des différents candidats à la présidentielle
- N°226 : Génération McDo : le rapport des 18-35 ns à Mac Donald's
- N°225 : Le trafic de drogue : un enjeu de société devenu central
- N°224 : Pratiques et représentations associées au télétravail dans les pays du « Big 5 » européen
- N°223 : Voitures brûlées de la Saint-Sylvestre : symptôme de banalisation des violences urbaines et nouveau rituel festif dans la France d'après.
- N°222 : Du Liban à l'Arménie, le sort des chrétiens d'Orient comme enjeu électoral pour la droite française
- N°221 : Pourquoi la grève de l'hiver 2019 n'a pas été le remake de celle de 1995 ?
- N°220 : Les questions de genre et de lutte contre le sexisme dans le vote à la présidentielle
- N°219 : La mémoire de la guerre d'Algérie dans la campagne présidentielle
- N°218 : Un jour, j'irai à Dubaï avec toi. Ou quand l'émirat est devenu une destination en vogue ?
- N°217 : Pourquoi la défiance vaccinale est-elle plus forte dans le sud de la France ?

Il faudra sans doute du temps pour comprendre ce qui s'est passé en France dans les jours qui ont suivis la mort du jeune Nahel M, le 27 juin 2023... Même si les cendres des bâtiments incendiés sont encore chaudes, il est toutefois d'ores et déjà possible de décrire la géographie de ces troubles et d'en voir les éléments de permanence et de nouveauté par rapport à ceux de l'automne de 2005 ; et d'identifier les ingrédients du terreau sur lequel ces émeutes ont pu se développer.

## 1- Géographie des émeutes

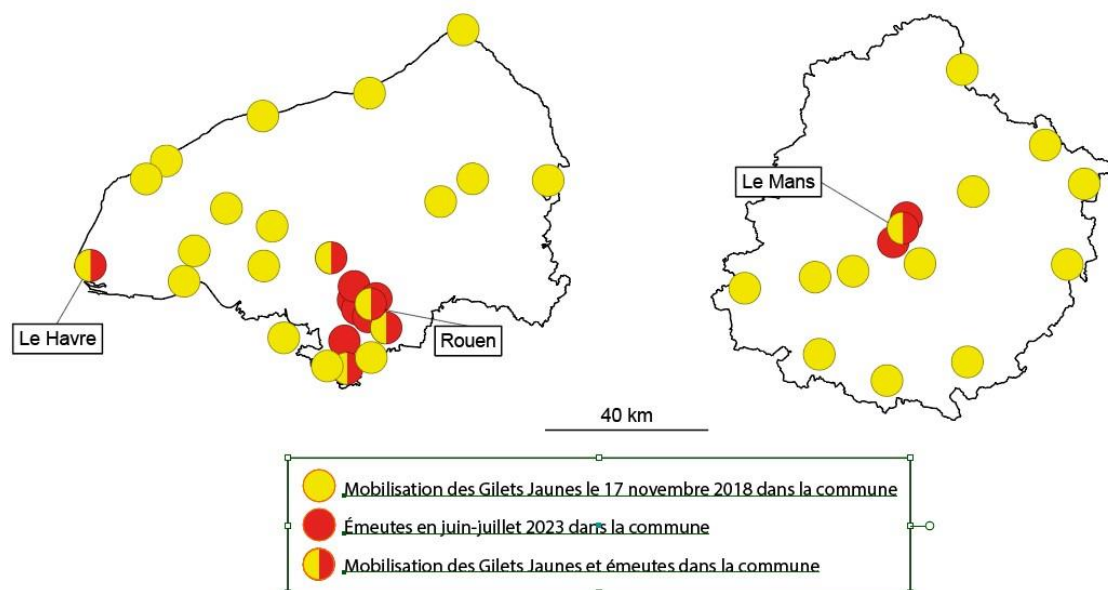
Les principales conurbations affichent la plus grande densité d'émeutes et d'exactions. C'est le cas bien sûr en Ile-de-France, qui compte de très nombreuses cités sensibles et qui a été le théâtre de la mort de Nahel M., étincelle qui allait enflammer le pays. Mais les agglomérations lyonnaise, lilloise et à une moindre échelle niçoise et bordelaise apparaissent également nettement sur la carte, tout comme les anciens bassins miniers du Nord-Pas-de-Calais et de Lorraine, ainsi que la vallée de la Moselle. Par-delà ces zones très densément peuplées, on constate des halos émeutiers correspondant aux marges éloignées des principales métropoles françaises. C'est vrai du pourtour francilien : Seine-et-Marne, Oise, Eure et toute une partie du Loiret et de l'Yonne. Même constat dans la grande aire d'influence lyonnaise : Ain, nord de l'Isère et couloir rhodanien jusqu'à Tournon-sur-Rhône ; ou dans celle de Toulouse (Tarn et Tarn-et-Garonne). A côté de ces principaux foyers de tensions, se dessine la trame urbaine du pays : la quasi-totalité des villes d'importance et parfois certaines villes moyennes ayant été touchée par les violences. Ainsi, à part quelques départements isolés et peu peuplés (Creuse, Corrèze, Cantal, Lot, Ariège, Meuse et Hautes-Alpes), tous les départements affiche au moins une ville ayant été le théâtre d'incendies et/ou de violences. La plupart de ces villes, même celles de 10 à 20 000 habitants, comportent en effet un ou plusieurs « quartiers sensibles » et ce sont eux qui se sont enflammés. A la lecture des articles de la presse locale consacrés à ces événements, on croise ainsi les noms des cités bien connus de ceux qui s'intéressent à l'histoire des violences urbaines, de la délinquance et du trafic de drogue : le Vert-Bois à Saint-Dizier, la Monnaie à Romans-sur-Isère, l'Ousse-des-Bois à Pau, Kennedy à Montargis, ou bien encore Beaubreuil à Limoges ou La Madeleine à Evreux.

### Cartographie des émeutes du 27 juin au 2 juillet 2023



Si la violence et la colère s'étaient également exprimées lors de la crise des gilets jaunes en 2018, c'est une autre population qui s'était mobilisée, comme le montre par exemple le cas des départements de la Seine-Maritime ou de la Sarthe, la « France des ronds-points » et la « France des cités », ayant chacune leur géographie et leur sociologie propres.

## Mobilisation des gilets jaunes en 2018 et émeutes en 2023 en Seine-Maritime et dans la Sarthe



### 2- Un niveau de violences et de dégradations plus élevé qu'en 2005.

Compte-tenu de l'ampleur des violences et des dégradations sur le territoire, les émeutes de novembre 2005 ont très vite été mobilisées pour étalonner l'ampleur du séisme auquel nous venons d'assister. Les dernières émeutes ont été beaucoup plus brèves (cinq jours) qu'en 2005 où elles avaient duré près de 20 jours. Toutefois, tous les indicateurs quantitatifs dont on dispose à ce stade, nous disent que leur intensité a été beaucoup plus forte qu'à l'époque. A l'aune du nombre de véhicules brûlés, qui s'est imposé comme maître-étalon de l'intensité des violences urbaines depuis que ce phénomène est apparu en France il y a près de 40 ans maintenant, le constat est sans appel : 9 400 en 2005 selon le Centre d'analyse stratégique<sup>1</sup> contre 12 000 cette année d'après Gérald Darmanin. Même constat pour les dégradations ou incendies de bâtiments publics : 233 en 2005 selon *l'Obs*, alors que le ministre de l'Intérieur a dénombré lors de ces émeutes, 273 attaques ou incendies de bâtiments appartenant aux forces de l'ordre (commissariats, commissariats annexes, casernes de gendarmerie...), 168 d'écoles et 105 de mairies, décompte auquel il faudrait ajouter les destructions d'autres services publics comme les bureaux de poste (150 attaqués dont 80 détruits), les médiathèques, les gymnases ou des administrations. Au total, 2 508 bâtiments publics ou privés auraient été incendiés ou dégradés, ce qui est considérable, et dans leur rage destructrice mais aussi festive, les émeutiers n'ont manifestement pas opéré le subtil distinguo auquel Jean-Luc Mélenchon les avait enjoins<sup>2</sup>.

Le franchissement d'un seuil dans l'intensité des émeutes se lit également au travers du niveau d'engagement des forces de l'ordre : 12 000 hommes mobilisés au pic des émeutes en 2005 contre près de 45 000 cette année ; 722 policiers et gendarmes blessés cette année contre « seulement » 217 à l'époque. Le nombre de

<sup>1</sup> Cf *Les « violences urbaines » de l'automne 2005. Evènements, acteurs : dynamiques et interactions*. Centre d'analyse stratégique 2007.

<sup>2</sup> "L'école, il ne faut pas y toucher, la bibliothèque, le gymnase, tout ce qui est à nous tous, qui est notre bien commun", avait-il déclaré dans une vidéo le vendredi 30 juin.

personnes interpellées est lui en baisse : 3500 cette année contre 4700 à l'époque, mais il faut rappeler que ce volume d'interpellations avait été effectué sur près de trois semaines en 2005 contre seulement cinq nuits cette année. Le rythme des interpellations a donc été très soutenu cette année, et dans la nuit du jeudi 29 juin au vendredi 30 juin, soit le pic des émeutes, le nombre de personnes appréhendées dans la capitale et en petite couronne correspondra à la totalité des places en cellules dont dispose la Préfecture de police de Paris.

### 3- 2005-2023 : Extension du domaine de l'émeute

Les émeutes ont donc été plus incandescentes que celles de 2005. Elles se sont également propagées plus rapidement sur le territoire. En 2005, dans les trois premiers jours, elles étaient restées cantonnées à Clichy-Montfermeil, zone dont étaient originaires Zyed et Bouna, avant de s'étendre au reste de la Seine-Saint-Denis, puis de gagner les autres banlieues françaises. Cette année, dès le premier soir (le mardi 28 juin, le décès de Nahel M. étant intervenu le matin même), les violences vont toucher Nanterre, où le drame s'est produit, mais également différentes communes de la banlieue parisienne et quelques villes de province (Lyon, Roubaix, Rennes, Colmar...). Puis très rapidement, la nuit du 29 juin et surtout du 30 juin, de très nombreuses villes vont connaître de telles scènes de guérilla urbaine et de pillages. Au total, 533 communes seront concernées d'après Christophe Béchu, ministre de la cohésion des territoires contre 433 en 2005. Pour utiliser une métaphore, le feu des émeutes de cette année aura été à démarrage, à montée à incandescence et à propagation beaucoup plus rapides qu'en 2005. Mais sa combustion le sera également, puisque le brasier s'éteindra plus promptement qu'à l'époque.

Les réseaux sociaux ont bien sûr joué un rôle dans l'accélération de la cinétique des émeutes. On rappellera que Twitter est arrivé en France fin 2006, Facebook en 2008, Instagram en 2010 et Tiktok, très prisé des adolescents, en 2018. Sur ces réseaux sociaux, qui n'existaient donc pas lors des émeutes de 2005<sup>3</sup>, ont circulé, dans un premier temps, la vidéo montrant le tir du policier, qui a suscité émoi et colère ; puis les innombrables images et vidéos de tirs de mortiers, de véhicules et de bâtiments incendiés ou de magasins pillés, qui par effet de mimétisme ont puissamment contribué à allumer des foyers un peu partout en France. Mais ne nous y trompons pas, si tel le mistral attisant un feu de forêt, les réseaux sociaux ont contribué à propagé les émeutes, les quartiers sur lesquels les escarbilles de la révolte ont été disséminées étaient prêts à s'enflammer comme la garrigue méditerranéenne durant l'été.

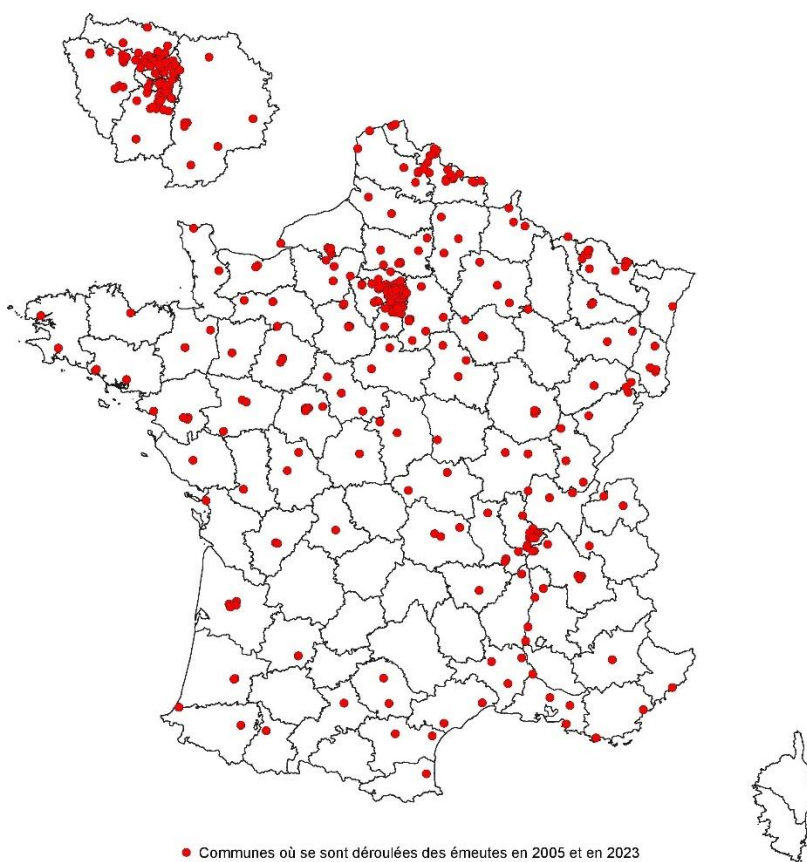
Les pompiers du sud de la France savent que, dans un massif forestier donné, les feux de forêts empruntent souvent à quelques années de distance les mêmes itinéraires, qu'ils appellent des « couloirs de feu ». Sur la carte suivante, les « couloirs de feu » apparaissent également dans la mesure où beaucoup des communes qui avaient connu des émeutes en 2005, ont de nouveau été le théâtre de violences et de déprédations. Et au sein de ces villes, ce sont la plupart du temps les mêmes quartiers qui se sont enflammés. Régulièrement en proie à des violences urbaines, bon nombre de ces cités ont vu se transmettre au fil des ans des compétences en matière d'affrontements avec les forces de l'ordre et un habitus<sup>4</sup> de caillasseurs s'y est forgé dans une frange de la jeunesse. On rappellera ainsi que la « génération Nahel », qui a pris part aux émeutes n'était pas née ou

<sup>3</sup> BFM TV émettra pour la première fois le 28 novembre 2005, soit également après les émeutes de l'automne 2005. Le paysage informationnel a de fait considérablement évolué depuis cette époque.

<sup>4</sup> Pour reprendre un concept de la sociologie bourdieusienne.

n'avait qu'un ou deux ans lors des événements de 2005. Ces épisodes de violences urbaines s'inscrivent dans une mémoire des lieux, dont l'existence explique également pourquoi ces quartiers peuvent s'embraser très rapidement et parfois exactement au même endroit. A Viry-Châtillon, en bordure de la cité de la Grande Borne, un bus a ainsi été incendié à quelques mètres seulement de l'endroit, où en octobre 2016 des policiers qui gardaient un pylône de vidéo-surveillance avaient été assaillis et avaient failli mourir brûlés vifs dans leur véhicule<sup>5</sup>. De la même manière, dans un reportage consacré à Aulnay-sous-Bois, Luc Bronner<sup>6</sup> note qu'un restaurant-buffet asiatique, un KFC et un Quick ont été incendiés lors des dernières émeutes, alors qu'ils avaient été édifiés sur l'emplacement d'une concession automobile, qui avait été totalement détruite par les flammes durant les événements de l'automne 2005.

**Communes touchées par les émeutes en 2005 et de nouveau en 2023.**

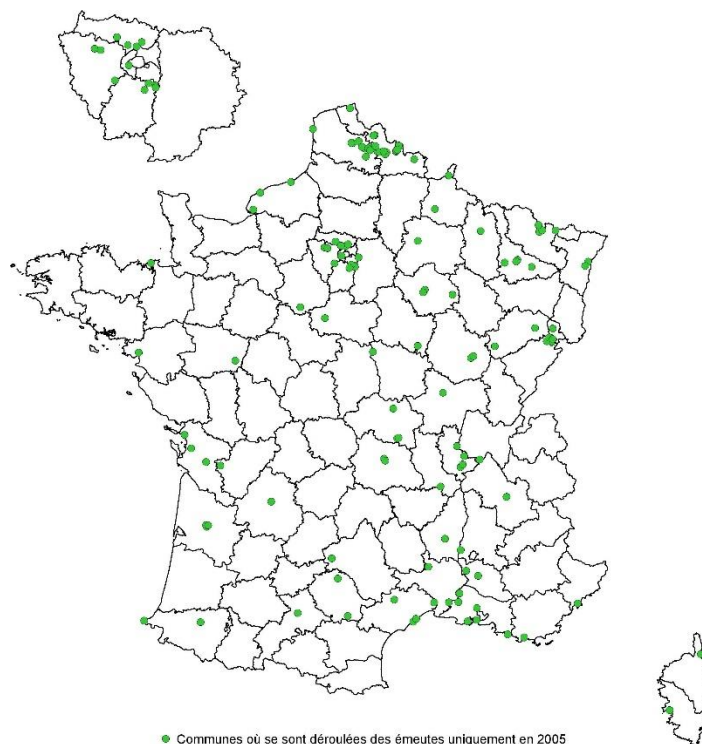


La carte suivante fait apparaître une série de communes qui avaient connu des émeutes en 2005, mais qui n'ont pas été le théâtre de violences cette année. C'est le cas de villes, petites et moyennes, dans les Bouches-du-Rhône et les départements limitrophes, mais aussi dans le bassin minier du Pas-de-Calais ou de manière plus dispersée, dans des départements à dominante rurale.

<sup>5</sup> Ce carrefour, où se pratiquent de longue date des vols à la portière à l'encontre des automobilistes arrêtés au feu rouge, a gagné dans la population locale le surnom de « carrefour du farwest », en référence aux attaques des diligences d'antan.

<sup>6</sup> Cf *Mort de Nahel M. : après une nouvelle nuit d'émeutes à Aulnay-sous-Bois, l'impuissance face à une génération explosive*. in *Le Monde* 30/06/2023

### Communes touchées par les émeutes en 2005 mais pas en 2023.

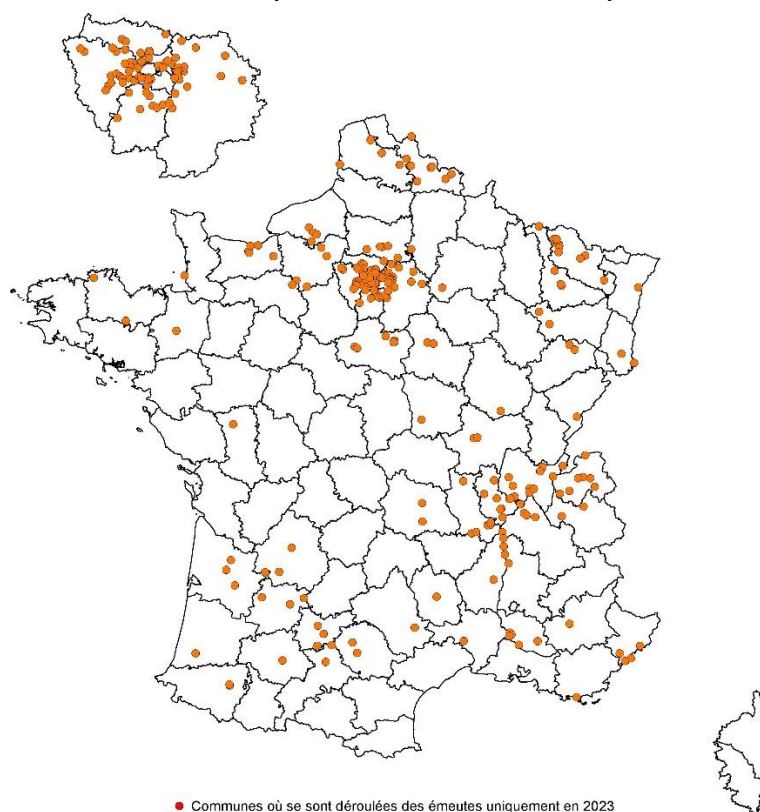


On peut faire l'hypothèse que les événements de 2005 y avaient été de faible intensité et n'étaient survenus qu'après de nombreuses journées d'émeutes au plan national. Cette année, la relative brièveté de la séquence émeutière n'aura manifestement pas suffi pour que ces zones moins inflammables et éloignées du foyer principal, entrent également dans la danse.

Dans d'autres territoires, on constate à l'inverse que des violences et des dégradations ont eu lieu cette année, alors qu'ils n'avaient pas été concernés en 2005. C'est très net dans les confins franciliens : Oise, Eure, Seine-et-Marne, Yvelines, nord du Loiret et de l'Yonne. Même phénomène aux marges de la métropole lyonnaise : Ain<sup>7</sup>, nord de l'Isère et de la Drôme ; ainsi que dans le vaste couloir de péri-urbanisation le long de la Garonne.

<sup>7</sup> Et même des pointes avancées le long des vallées et des axes de circulation de Haute-Savoie.

### Communes touchées par les émeutes en 2023 mais pas en 2005.



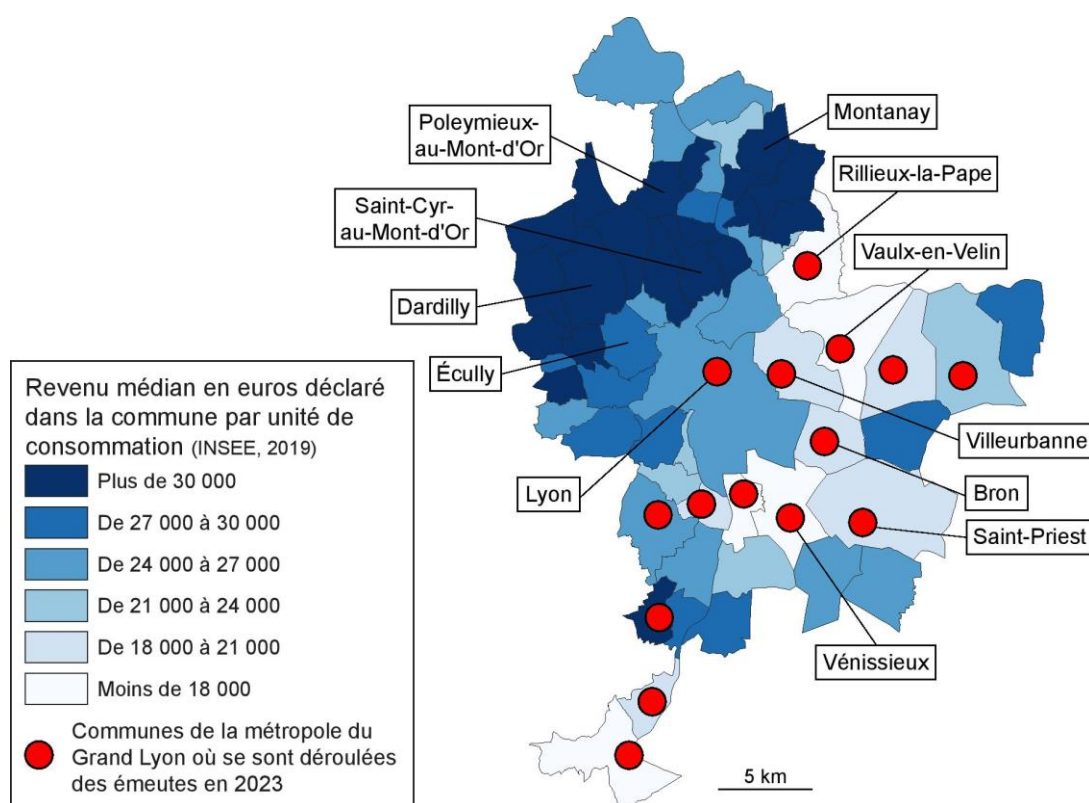
Cette géographie particulière renvoie à un phénomène qui s’est produit à bas-bruit entre 2005 et aujourd’hui, à savoir la « banlieusardisation » progressive de ces territoires gravitant dans l’orbite éloignée des grandes métropoles. Du fait de la hausse du coût du logement mais aussi de la saturation du parc social dans les grandes villes-centres et leurs banlieues proches, de nombreux ménages modestes voire très modestes qui résidaient en banlieue sont venus s’installer<sup>8</sup> dans ces confins desservis par les trains de grande banlieue ou d’importants axes routiers. Les paysages urbains de ces petites villes de l’Oise, de Seine-et-Marne, du Loiret, de la plaine de l’Ain ou du nord-Isère, portent la marque de leur intégration progressive à cet univers grand-banlieusard : présence de nombreux kebabs, de barber-shop, de bars à chicha, d’enseignes de maxi-discount et circulation tapageuse de véhicules de grosse cylindrée. Les codes vestimentaires s’alignent également sur ceux de la banlieue : survêtements, casquettes, mais aussi kamis, abbayas ou voiles. Autres conséquences et illustrations de cette intégration à l’espace grand-banlieusard opérée progressivement depuis quinze ans, le trafic de drogue s’est déployé dans ces villes et la délinquance y a augmenté. La culture de la cité s’y est diffusée et les tensions avec les forces de l’ordre ont grandi dans les quartiers devenus « sensibles » de ces villes de très grande banlieue. C’est sur ce terreau transformé et connaissant désormais régulièrement des épisodes de violences urbaines, que les émeutes ont eu lieu cette année, alors qu’aucune violence ne s’était produite en 2005.

<sup>8</sup> Ou y ont obtenu un logement social, qu’ils attendaient désespérément et qu’ils n’arrivaient pas à obtenir dans la métropole.

#### 4- Les quartiers défavorisés ont été les plus touchés

Personnalités politiques et commentateurs, chacun a avancé sa grille de lecture de ces émeutes faisant souvent la part belle à une explication-massue ou à un seul ressort causal. Or de tels événements ne sont jamais le fruit d'un seul facteur, mais d'un contexte où viennent se tramer différents paramètres. Bien que nous soyons encore à chaud, tentons de décrire les ingrédients de ce terreau sur lequel ces émeutes ont pu se développer. La dimension sociale est avérée. Même si tous les territoires défavorisés, notamment ruraux, ne se sont pas enflammés, les zones concernées par les émeutes figurent souvent parmi les plus pauvres de France. C'est le cas des banlieues d'Ile-de-France, mais aussi lyonnaises. La carte de l'agglomération lyonnaise montre très clairement que les émeutes se sont concentrées dans les communes défavorisées de l'est, alors que les villes de l'ouest plus aisées étaient épargnées, certains quartiers de la ville-centre faisant l'objet de pillages et de dégradations.

Emeutes et revenu médian par commune dans la métropole lyonnaise



Dans la même région, les difficultés sociales sont également anciennes et profondes dans les vieilles vallées industrielles du Gier (Rive-de-Gier, La-Grande-Croix, Saint-Chamond) et de l'Ondaine (Firminy et La Ricamarie). Or ces villes ont connu des violences, tout comme certaines communes de la vallée de la Fensch en Moselle (Hayange, Florange, Uckange) durement frappées par la désindustrialisation ou Denain<sup>9</sup>, dans le Valenciennois, l'une des villes les plus pauvres de France et dans laquelle le dégât des émeutes est

<sup>9</sup> Sur la situation sociale très dégradée à Denain, on pourra notamment se reporter à Anne Nivat : *La France de face*. Fayard. 2022

particulièrement lourd, la mairie, le théâtre, le cinéma et la médiathèque ayant été saccagés et de nombreux commerces pillés. Au plan national, les statistiques indiquent que les bureaux de tabac (plus de 300 ont été pillés et une quarantaine totalement détruits) et les magasins de hard discount -et notamment les enseignes Action, Lidl ou Aldi- ont été les plus visés<sup>10</sup>, cette typologie de commerces renvoyant à la nature modeste et populaire des villes ou des quartiers concernés.

## 5- Immigration et émeutes.

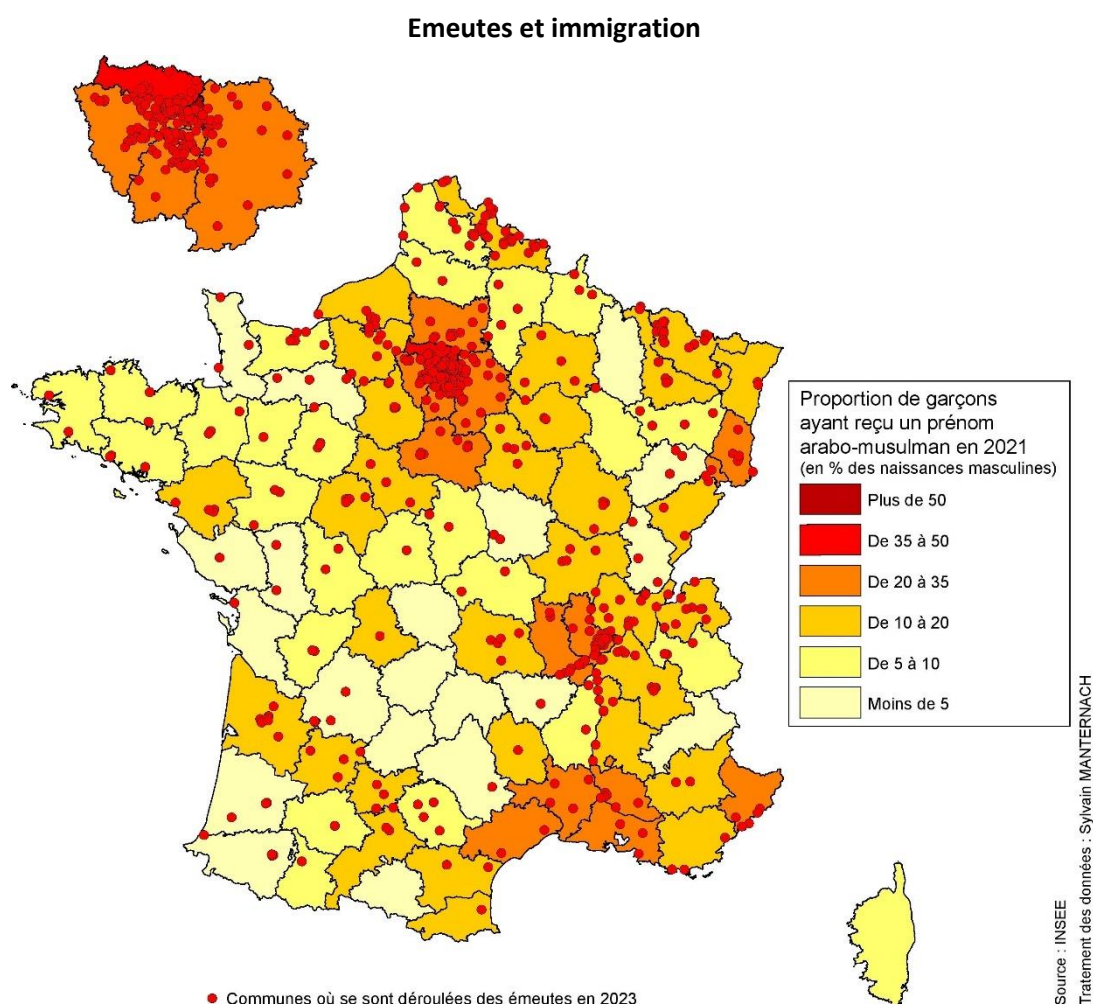
La pauvreté et les difficultés sociales aigües entrent donc bien dans la composition du terreau ayant nourri ces émeutes, pour autant ce ne sont pas elles qui les ont déclenchées, mais la mort d'un adolescent à la suite d'un contrôle de police. Si l'annonce de ce décès, et plus encore la vidéo devenue virale de cette scène tragique, a embrasé des centaines de quartiers partout en France, c'est qu'une partie de la population de ces territoires s'est identifiée à Nahel. Cette identification spontanée, voire instinctive, s'est effectuée sur la base de caractéristiques communes et partagées que sont l'âge, les origines, le lieu de résidence et la relation avec la police. Ainsi ce sont d'abord des jeunes (l'âge moyen des personnes interpellées est de 17 ans, soit l'âge de Nahel), la plupart du temps des garçons (comme Nahel), issus pour beaucoup de l'immigration, vivant dans un quartier populaire et ayant un rapport tendu voire conflictuel avec les forces de l'ordre qui ont participé à ces émeutes. Dans une société archipelisée, cette question de l'identification et du sentiment d'un destin partagé car ancré dans une expérience sociale commune, constitue un facteur explicatif central. De nombreux Français ont été émus, attristés voir choqués à l'annonce du décès de cet adolescent. Pour autant, hormis la marche blanche organisée à Nanterre, aucune manifestation et quasiment aucun rassemblement de taille un peu conséquente n'ont eu lieu dans les villes françaises. Inversement, beaucoup des sportifs, acteurs et rappeurs (Kilian Mbappé, Omar Sy, Jules Koundé, Sadek...) qui ont très vite pris position en faveur de Nahel et de sa famille, sont issus de l'immigration ou sont originaires des Dom et ont exprimé une solidarité avec cette partie de la jeunesse qu'ils considèrent être en proie à une forme de violence policière spécifique. Le footballeur Mike Maignan, par exemple, a ainsi tweeté : « C'est toujours pour les mêmes, qu'être en tort conduit à la mort »<sup>11</sup>.

Même si le Ministre de l'Intérieur n'a pas manqué de souligner la présence de « Kevin et de Mattéo » parmi les personnes interpellées, la carte des émeutes se superpose assez bien avec celle de l'immigration, dont la présence plus ou moins importante dans un territoire donné peut être évaluée à l'aune du pourcentage de porteurs de prénoms arabo-musulmans parmi les nouveau-nés. Le bassin parisien élargi, le Nord, l'Alsace-

<sup>10</sup> Cf *Bureaux de tabac, banques, fast-foods...voici les commerces les plus touchés par les émeutes*. In *Le Parisien* 04/07/2023

<sup>11</sup> Une autre île de l'archipel français se mobilisera, très rapidement également, en participant, elle, à la cagnotte lancée par Jean Messiha en faveur de la famille du policier ayant tiré sur Nahel. D'autres îlots de l'archipel se tinrent totalement à l'écart de cette actualité conflictuelle, comme en témoignent les centaines de personnes qui campaient aux portes du Stade de France et qui apprirent sidérées le vendredi 30, soit après trois nuits d'émeutes dans les cités du 93 qui jouxtaient le Stade, que le concert de leur idole, Mylène Farmer, était annulé. Autre illustration de ce phénomène de mise à distance : l'afflux dans les gares et aéroports pour les traditionnels départs en vacances, alors que le pays venait de connaître des émeutes historiques.

Moselle, la conurbation lyonnaise, la vallée du Rhône ainsi qu’une bonne partie du littoral méditerranéen et de la vallée de la Garonne présentent à la fois un taux élevé voire très élevé de porteurs de ces prénoms et une concentration significative de villes ayant connu des émeutes. Symétriquement, l’est intérieur (ancienne Champagne-Ardenne, Meuse, Haute-Marne et Côte d’Or) et la majeure partie de la moitié ouest du pays se caractérisent par une faible densité de villes frappées par ces violences et des taux de porteurs de prénoms arabo-musulmans significativement inférieurs à la moyenne nationale.



Cette correspondance entre la géographie de l’immigration et la cartographie des émeutes n’est pas fortuite. En effet, ces violences urbaines ont eu comme déclencheur la mort de Nahel M., adolescent d’origine algérienne tué par le tir d’un policier. Et comme on l’a mentionné, le public qui s’est mobilisé lors de ces émeutes, a pris part à ces événements car il s’est reconnu ou identifié au jeune Nahel, qui présentait des caractéristiques communes aux siennes en termes d’âge, de lieu de résidence (une cité), de rapport avec la police et d’origine. Des jeunes de la même génération, mais ne résidant pas dans un quartier populaire et n’ayant pas de rapport tendu (voire n’ayant jamais été en contact avec l’institution policière ou la gendarmerie) et non issus de l’immigration maghrébine, africaine ou turque ont plus difficilement pu s’identifier à Nahel. Par-delà la mort de Nahel, les relations très conflictuelles s’étant installées depuis des années entre les jeunes hommes issus de l’immigration vivant dans les cités et la police -attitudes vexatoires, tutoiement, contrôles d’identité ciblés et répétés, intervention en « mode cow boy » d’un côté ; insultes,

outrages, caillassages, guet-apens de l'autre- ont créé un climat électrique et hautement inflammable dans tous ces territoires, qui peuvent s'embraser dès que survient ce type de drame.

Cette expérience particulière en termes de rapport avec les forces de l'ordre se double plus globalement, dans une partie de la population issue de l'immigration, d'un moindre sentiment d'appartenance à la communauté nationale, dont les codes, les coutumes et les modes de vie sont parfois très différents de ceux des pays d'origine de cette population. Cette difficulté à se fondre dans la communauté nationale est renforcée par l'expérience de discriminations que ces personnes ont pu subir au cours de leur vie (par exemple lors de la recherche d'un emploi ou d'un logement). La concentration dans les mêmes espaces de ces populations et des nombreux nouveaux immigrants alimente parallèlement le repli communautaire ou religieux et rend plus difficile l'assimilation. Tous ces éléments contribuent au final à ancrer profondément dans les représentations collectives, l'idée d'un clivage, voire parfois d'une opposition entre un « nous » (les personnes issues de l'immigration) et un « eux » (les « blancs », les « gaulois », « les Français »). Pour expliquer la géographie de ces émeutes, les difficultés sociales constituent un facteur nécessaire mais pas suffisant. Il faut y ajouter et l'articuler avec la prégnance de cette représentation d'un « eux » et d'un « nous », adossé à la diversité démographique et culturelle existant de fait aujourd'hui dans notre pays.

## **6- Les émeutes comme symptôme de l'incrustation de la délinquance et des trafics dans de nombreux territoires.**

Dans notre analyse des ingrédients composant le cocktail (Molotov) détonant, dont la vidéo de la mort de Nahel M. a constitué le chiffon enflammé, nous devons également aborder un autre paramètre, qui a significativement contribué à durcir et à élever le niveau de conflictualité et de violence observés durant ces émeutes. Il s'agit de l'incrustation de la délinquance et du trafic de stupéfiants dans de nombreux quartiers, et ce, partout en France. Ce phénomène existait déjà dans les années qui avaient précédé les émeutes de 2005, mais le nombre de personnes impliquées dans des actions de confrontations avec les forces de l'ordre et dans l'économie criminelle n'avait pas atteint l'ampleur que l'on constate aujourd'hui.

Sur le plan des violences urbaines, pas une semaine ne se passe en effet sans que de tels faits ne se déroulent dans une cité de région parisienne ou en province. Ces violences urbaines constituent un bruit de fond permanent auquel la société a fini par s'habituer, sans prendre conscience de la gravité du problème et des franchissements de seuils qui se sont produits au cours des dernières années. Ainsi par exemple, les mortiers d'artifices, qui étaient encore peu présents en 2005, sont aujourd'hui massivement employés par les émeutiers et leur permettent de rééquilibrer partiellement le rapport de force vis-à-vis des policiers et gendarmes, qui ne sont plus les seuls à posséder des projectiles précis et d'assez longues portées (LBD et gaz lacrymogènes). Au lendemain des nuits les plus chaudes des émeutes, de nombreux policiers ont indiqué « qu'ils avaient ramassé » (c'est-à-dire qu'ils avaient subi une lourde pression) du fait de l'intensité des tirs qu'ils avaient essuyés<sup>12</sup>. Ces projectiles à l'effet spectaculaire mais également dangereux, sont désormais

12 Cf : « À côté, 2005, c'était rien » : l'inquiétude des policiers après les émeutes liées à la mort de Nahel. in *Actu Val-de-Marne*.30/06/2023

systématiquement utilisés soit dans les guet-apens contre les forces de l'ordre ou les pompiers, soit dans les attaques de commissariats, fait assez rare il y a 20 ans et aujourd'hui assez fréquent toute l'année et *a fortiori* lors des émeutes de cette année (pas moins de 273 attaques de bâtiments dépendant des forces de l'ordre, rappelons-le). Signe de l'omniprésence de ces engins dans les cités, ils figurent en bonne place dans la culture rap. Le chanteur Rohff a par exemple intitulé en 2021 un de ses morceaux : *Mortier* qui débute ainsi :

« *Mortier, mortier,  
Comme une attaque au mortier,  
La puissance vient des quartiers,  
On bouleverse le monde entier,  
Mortier, mortier, »*

Durant ces émeutes, un nombre considérable de mortiers ont été tirés partout en France. Si certains jeunes avaient commandé eux-mêmes ces engins sur internet (leur vente en magasins étant encadrée depuis quelques années), le fait que les mortiers aient été tirés en si grand nombre dès le début des émeutes tend à prouver que des stocks existaient, ce qui suppose une organisation et une logistique. A l'appui de cette thèse, des véhicules venant approvisionner les groupes de jeunes en pleine action face aux forces de l'ordre ont pu être observés dans plusieurs quartiers. De la même façon, des services d'investigation ont intercepté des camionnettes transportant plusieurs centaines de kilos de ces matériels pyrotechniques<sup>13</sup>. Les moyens financiers nécessaires pour se fournir de tels volumes de mortiers et pour organiser ensuite leur stockage et leur distribution ne sont pas à la portée des premiers venus. Dans de nombreux quartiers, ce sont des réseaux criminels, souvent en lien avec le trafic de drogue, qui ont approvisionné et supervisé les jeunes émeutiers<sup>14</sup>. Si certains de ces jeunes disposaient d'un habitus de caillasseurs, car ayant déjà participé à des épisodes de violences urbaines, ils étaient généralement encadrés par des individus plus aguerris, qui menaient le bal comme l'illustre par exemple cette scène racontée par un journaliste de *France Bleu* couvrant les émeutes dans le quartier des Champs-Plaisants à Sens :

*Les jeunes étaient au moins une cinquantaine, peut-être plus, la plupart à visage découvert. Ils laissent les policiers avancer à pied, en ligne avec casques et boucliers, avant de multiplier les tirs de mortier à l'horizontale dans leur direction. « Restez groupés, renvoyez la lacrimo, allumez-les », on entend clairement certains, à la voix grave, donner des directives aux casseurs<sup>15</sup>.*

Le déclenchement de ces émeutes s'est produit sur un mode éruptif, à la suite de la diffusion de la vidéo montrant le drame. Comme on l'a dit, une partie de la jeunesse de ces quartiers difficiles est spontanément rentrée dans la danse. Le noyau dur des émeutiers a été constitué par des jeunes qui étaient déjà rompus aux violences urbaines et/ou (ce sont souvent les mêmes) avaient déjà eu maille à partir avec la justice pour des faits de délinquance ou d'implication dans le trafic de stupéfiants. D'après Gérald Darmanin, 40% des 3505 personnes interpellées avaient déjà un casier judiciaire ou étaient déjà « défavorablement connus des services

<sup>13</sup> Cf : *Emeutes à Rennes : 2,7 tonnes de mortiers d'artifice saisies par les gendarmes.in 20 minutes.* 07/07/2023

<sup>14</sup> Cf : *Emeutes à Bezons : il ravitaillait en mortiers les émeutiers.* in *La gazette du Val d'Oise.* 06/07/2023

<sup>15</sup> Cf : *Après la mort de Nahel, deuxième nuit de violences dans le quartier des Champs-Plaisants, à Sens.* In *France Bleu*, 30/06/2023.

de police »<sup>16</sup> et étaient inscrits à plusieurs titres (recel, rébellion, refus d'obtempérer, consommation et vente de stupéfiants etc..) au fichier dit TAJ (Traitement des Antécédents Judiciaires), comme l'était par exemple le jeune Nahel. Ces 40% représentent donc une proportion importante des interpellés et démontrent que dans la plupart de ces quartiers existent des noyaux plus ou moins fournis de jeunes hommes<sup>17</sup> impliqués dans la délinquance, le trafic et la petite criminalité.

A ces groupes sont venus s'adjoindre d'autres jeunes qui ont participé aux émeutes par effet d'entraînement et mimétisme, par « solidarité avec Nahel », ou par la recherche de l'adrénaline ou du « frisson de l'émeute » pour reprendre l'expression de Sébastien Roché<sup>18</sup>. Il ne faut en effet pas sous-estimer la dimension festive et ludique qu'ont pu revêtir ces émeutes<sup>19</sup>, comme en témoignent de nombreuses vidéos postées sur les réseaux sociaux par des jeunes gens hilares et grisés, commentant des scènes d'affrontements, de dégradations ou de pillages. La chaleur estivale et les vacances scolaires ont encore facilité la participation à ces émeutes de nombreux jeunes peu ou pas impliqués préalablement dans la petite délinquance.

<sup>16</sup> Alors que l'âge moyen des interpellés était, rappelons-le, de seulement 17 ans.

<sup>17</sup> Les jeunes femmes peuvent elles-aussi être impliquées, mais les statistiques montrent qu'il s'agit de cas beaucoup plus marginaux. Ces jeunes hommes, qui assez tôt rentrent dans la petite délinquance et/ou dans la confrontation avec la police, sont très souvent en échec scolaire ou en voie de déscolarisation. Ce n'est sans doute pas sans lien avec le fait que les écoles ont constitué des cibles récurrentes de la rage émeutière (168 ont subi des dégradations ou des incendies durant ces émeutes).

<sup>18</sup> Cf *Le frisson de l'émeute. Violences urbaines et banlieues*. Le Seuil 2016.

<sup>19</sup> Cette dimension festive et ludique des violences urbaines transparaissait déjà il y a près de 40 ans (preuve que le phénomène n'est pas nouveau...) dans ces paroles d'un des tubes du groupe de rock alternatif Bérurier noir, intitulé *Petit agité* : *Une banlieue maudite / En zone interdite / Une armée de flics / Marqués par la haine / Les jeunes se déchaînent / On a rien à perdre / Les bagnoles crament / La zone est en flammes / Et la folie gagne / Les gamins rebels / Brûlent des poubelles / Ce soir see'est la fête ! / Petit agité... / Tous des Béruriers / Petit Bérurier... / Tous des agités / Viens voir comme il fait chaud / Les caisses font des tonneaux / See'est le grand rodéo / Sous une tête cagoule / T'as perdu la boule / Et le monde s'écroule / La cité des barjots / Quartier des agités / Commando Bérurier / Tu avances masqué / Dans le noir sans papier / Commando Bérurier...*

## Combien les émeutiers étaient-ils ?

Intervenant devant le Sénat le 5 juillet, le ministre de l'Intérieur a indiqué que selon ses services, environ 8 000 à 12 000 personnes avaient participé aux émeutes<sup>20</sup>. Mise en regard avec le nombre des individus interpellés (3 500), cette estimation peut sembler assez faible, sauf à penser que les forces de l'ordre soient parvenues à appréhender près de 30 à 40% des émeutiers, ce qui semble assez peu probable dans un contexte de violences urbaines nocturnes. Ramené par ailleurs au nombre de communes concernées (près de 530), ce chiffrage ministériel aboutit à un nombre moyen de 25 émeutiers par commune, ce qui une fois encore semble peu, même si on compte bon nombre de petites villes parmi les localités ayant connu des émeutes.

D'autres chiffres, quant à eux, beaucoup plus élevés, ont été avancés. Bernard Brochand évoque ainsi 100 000 à 200 000 participants aux troubles<sup>21</sup>.

Les écarts sont considérables et selon qu'on se base sur l'une ou l'autre de ces évaluations, le diagnostic porté sur l'ampleur et la gravité de la vague émeutière ne sera pas du tout le même. Conscients de l'enjeu que revêt ce chiffrage, nous avons tenté de nous livrer à une estimation en nous appuyant sur le dépouillement d'un grand nombre d'articles de la presse locale, de vidéos, mais également sur le nombre d'habitants des communes ou quartiers concernés et sur des remontées de terrain émanant de contacts locaux. En nous fondant sur ces différentes sources et éléments, nous arrivons à un total de 50 000 émeutiers. N'ayons pas le fétichisme des chiffres et gardons en tête qu'il ne s'agit que d'une tentative d'approximation. Toutefois, si on retient cette estimation, les interpellations représenteraient alors 7% des participants aux émeutes, qui auraient en moyenne rassemblé 90 personnes par ville<sup>22</sup> et la masse émeutière aurait été de taille à peu près comparable avec les effectifs des forces de l'ordre qui leur faisaient face (45 000 fonctionnaires engagés au pic de la crise), soient des ordres de grandeur qui nous semblent cohérents et plausibles.

Ces 50 000 individus constituent une masse de manoeuvre, pour parler comme les militaires, conséquente, qui a causé des dégâts considérables et qui pose à la société française un défi majeur sur le plan sécuritaire. Mais ce volume d'émeutiers est aussi à rapprocher des plusieurs millions de personnes qui vivent dans ces quartiers sensibles ou ces villes populaires. Il ne faut donc pas voir dans ces émeutes un soulèvement massif et général de la population de ces territoires, dont les émeutiers ne composent qu'une frange très minoritaire. Quand au petit matin, ces derniers rentraient se coucher après avoir affronté les policiers ou incendié voitures et bâtiments, des centaines de milliers d'habitants de ces quartiers (leurs parents et voisins) prenaient le RER, les transports en commun ou leur voiture pour aller exercer leur métier de femmes de ménage, de livreurs, de chauffeurs, de vigiles, d'éboueurs ou de caissières, les petites mains invisibles (le « backoffice » pour reprendre l'expression de Sylvain Maillard) de notre société postindustrielle résidant en bonne partie dans ces quartiers<sup>23</sup>.

<sup>20</sup> Cf H. Vernay : *Émeutes urbaines. Auditionné par le Sénat, Gérald Darmanin fait parler « la vérité des chiffres »*. in *Ouest-France*. 05/07/2023

<sup>21</sup> Cf P. Brochand : « *Si nous en sommes là, c'est à cause d'une immigration de peuplement massive* ». in *Le Figaro Magazine* 08/07/2023.

<sup>22</sup> De 20 à 50 individus dans les plus petites villes et jusqu'à plusieurs centaines dans les villes les peuplées ou les plus « chaudes ».

<sup>23</sup> On rappellera que si le chômage y demeure nettement plus élevé que sur l'ensemble du territoire, près de trois actifs sur quatre vivant dans ces quartiers, travaillent.

Ces masses émeutières composites se sont certes constituées spontanément et n'ont pas agi dans la plupart des cas sur ordre de caïds ou de réseaux criminels. D'après les premières observations policières disponibles, ces derniers auraient laissé faire et parfois accompagné et soutenu le mouvement, notamment en l'alimentant en mortiers d'artifice. Dans certaines villes et quartiers, le crime organisé et les trafiquants ont rapidement instrumentalisé ces violences pour faire avancer leur propre agenda. L'attaque des postes de polices et commissariats, mais aussi de mairies ou de logements de certains maires visaient ainsi à faire reculer l'ordre républicain et à tenter d'y substituer le leur. De la même façon, les raids qui ont visé des concessions automobiles ou de motos au cours desquels les véhicules exposés ont été prestement subtilisés, n'ont pas été le fait de jeunes émeutiers, mais de groupes délinquants très chevronnés.

Si les réseaux criminels n'ont donc pas joué un rôle déterminant dans le déclenchement des émeutes, ils ont de l'avis de plusieurs sources policières de terrain, sans doute contribué à « siffler la fin de la récréation » au bout de quelques jours d'affrontement. Les violences et la présence massive des forces de l'ordre dans les quartiers perturbent en effet la bonne marche du « business » et toute journée supplémentaire d'émeute représentait un manque à gagner substantiel pour l'économie du deal. L'épuisement du stock de mortiers, la multiplication des interpellations, la pression des familles<sup>24</sup>, mais aussi donc l'intervention discrète mais très persuasive des caïds, ont concouru à éteindre les émeutes au bout de quelques jours. En ce sens, la relative brièveté de la séquence émeutière comparativement au précédent de 2005, n'est sans doute pas une bonne nouvelle, puisqu'elle constituerait, entre autres, une illustration de la montée en puissance d'un ordre criminel parallèle exerçant une influence croissante dans ces quartiers.

## 7- Il n'y a pas de nouvelle 7<sup>ème</sup> Wilaya

D'aucuns ont vu dans ces émeutes les prémices d'une guerre civile sur notre sol. Or, comme le rappelle Pierre Brochand : « *La guerre désigne une lutte « armée » et « sanglante » entre « groupes organisés » : nous n'en sommes là sous aucun de ces trois rapports, même s'il serait indécent d'oublier que la police compte de nombreux blessés* ». Nous n'avons vu effet aucune organisation structurée encadrer ces émeutiers, planifier une stratégie, coordonner les actions partout sur le territoire et donner une dimension politique à cette révolte. Les forces politiques extérieures à ce mouvement qui ont tenté de l'approcher en ont été pour leurs frais. Le député LFI Carlos Martens Bilongo, qui s'était rendu dans la soirée du 27 juin à Nanterre à la rencontre des émeutiers, fut violemment pris à partie et la convergence des luttes souhaitée par l'ultra-gauche n'a guère fait recette sur le terrain, les émeutiers préférant s'en prendre à des supermarchés ou des bureaux de tabac pour les piller plutôt qu'à des agences immobilières, « symboles du capitalisme et de la spéculation ». Les groupes qui, quant à eux, revendiquent une proximité intrinsèque avec les jeunes émeutiers, comme le Parti

<sup>24</sup> Face à l'ampleur des dégâts subis à la fois par les biens privés (voitures, commerces...) et publics (transports en commun, équipements publics) dans leurs quartiers, les parents et proches des émeutiers ont pu faire pression sur eux, les émeutes se déroulaient par ailleurs durant la fête de l'Aïd, au cours desquelles les musulmans se rassemblent en famille.

des Indigènes de la République ou le Comité Adama Traoré, ne sont en rien comparables à ce qu'a pu par exemple représenter le parti des Black Panthers aux Etats-Unis à la fin des années 1960.

Pour certains Cassandre de la guerre civile (ethnique) à venir, la référence implicite n'est pas américaine, mais renvoie à une période tragique de notre histoire : la guerre d'Algérie. Durant celle-ci, le FLN s'était doté en France métropolitaine d'un appareil politico-militaire très efficace qui fut appelé « la 7<sup>ème</sup> Wilaya »<sup>25</sup>. Forte de plusieurs dizaines de milliers de militants, la 7<sup>ème</sup> Wilaya évinça dans des affrontements très violents qui firent plusieurs milliers de morts, le MNA, organisation rivale. Une fois que son emprise fut assurée sur la population algérienne vivant en métropole, elle fit régner sa loi d'une main de fer (notamment pour assurer le paiement de l'impôt révolutionnaire) et se lança dans des campagnes de sabotages et d'attaques massives des infrastructures sécuritaires et économiques du pays notamment à la fin de l'été 1958 (plus de 250 attaques et attentats partout en France)<sup>26</sup>.

Nulle trace aujourd'hui d'une organisation de ce type, ni même de son embryon. Cela ne veut pour autant pas dire que la situation n'est pas grave, loin s'en faut. Sur fond d'un sentiment profond de non-affiliation à la France et d'anomie existant dans de nombreux quartiers sensibles, les violences urbaines se déclenchent régulièrement tels des feux follets, ces inflammations de méthane émanant des zones humides et marécageuses. Leur ampleur varie, mais ce phénomène est hélas devenu récurrent en dépit des multiples « plans banlieues » et autres rénovations urbaines.

Jusqu'à présent, dans une logique de confrontation directe avec « le système », les autorités ou « la France », les forces de l'ordre et les symboles de l'Etat, constituaient les principales cibles de la rage émeutière. La dimension nihiliste et festive n'était pas absente et s'exprimait par les incendies de voitures ou de poubelles, version banlieusarde des feux de la Saint-Jean d'antan. Une nouvelle dimension s'est puissamment manifestée cette années : le pillage de masse de commerces et de magasins, qui a atteint une tout autre échelle qu'en 2005 et qui a touché cette année certains centres-villes, qui ont fait l'objet de raids et de descentes. Le type d'établissements visés (fast foods, boutiques de chaussures de sport, grandes surfaces...) et les innombrables vidéo de jeunes goguenards détaillant fièrement leurs butins et les marques des produits raziés en disent long à la fois sur le processus de décivilisation en cours, mais aussi sur la motivation consumériste de toute une partie de ceux qui se sont joints au mouvement, quand après les deux premiers soirs d'émeute, il a basculé dans le pillage.

**Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur [www.ifop.com](http://www.ifop.com)**

\*\*\*

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

**Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion & Stratégies d'Entreprise**

**Sylvain Manternach – Géographe et cartographe**

<sup>25</sup> L'Algérie ayant été découpée par le FLN en 6 régions ou Wilayas.

<sup>26</sup> Cf Ali Haroun : *La 7e Wilaya. La guerre du FLN en France 1954-1962*. Le Seuil. 2012